

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES  
ET DE GESTION



Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de  
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

Option : Economie

Spécialité : Economie Appliquée

THEME :

**L'EFFET DES RECETTES FISCALES SUR  
CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN**

Présenté par :

ADJE Hilaire

&

DETE.M. Edwige

*Sous la Direction de :*

Directeur de mémoire

Maître de stage

Dr. Honorat SATOQUINA

Mr. Morin KOSSOUHO

Enseignant à la FASEG

Année scolaire 2014- 2015

**AVERTISSEMENT**

**LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE  
GESTION DE L'UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI  
N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI  
IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS CE  
MEMOIRE. CES OPINIONS DOIVENT ETRE  
CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS AUTEURS.**

**DEDICACE I**

Je dédie ce travail à :

 mon père **ADJE** Paul

 ma mère **Kpatoukpa** Christine

**ADJE** Hilaire

## **DEDICACE II**

JE dédie ce travail à :

-  Mon père **DETE Henri**.
-  Ma mère **AHOUANGONOU Florentine**.

**DETE. M. EDWIGE**

## **REMERCIEMENTS**

Le remerciement est le témoignage vivant d'une satisfaction profondément éprouvée. C'est l'aveu d'une gratitude infinie. Et cet aveu nous le faisons:

- Au Professeur **charlemagne Babatundé IGUE**, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Docteur **Augustin Foster CHABOSSOU**, Vice-Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Docteur **SATOGUINA .O. Honorat**, enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion qui a accepté diriger ce travail. Votre savoir, votre rigueur scientifique, votre simplicité et votre dévouement font de vous un maître prestigieux et respecté.
- A Monsieur **KOSSOU Morin**, notre maitre stage, qui nous a été d'une grande assistance, pour les judicieuses suggestions qu'il nous a faites et pour son entière disponibilité. Pour toute votre générosité envers nous, recevez à travers ce document notre grande gratitude.
- Aux honorables membres du jury, c'est un honneur que vous nous faites en acceptant d'apprécier ce travail. Nous restons persuader que vos critiques et suggestions ne feront que l'enrichir ;
- Aux différents enseignants de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et de tous ceux qui sont intervenus dans notre formation.

Un grand merci à nos **frères**, à nos **sœurs**, **oncles**, **tantes** et à toutes les familles **ADJE** et **DETE** pour tout l'amour et le soutien que vous avez pour nous. Enfin, nous exprimons nos gratitudes à tous nos camarades.

# **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

**ADF** : Augmented Dickey-Fuller

**BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**DCC** : Division des Comptes et de la Centralisation

**DGAE** : Direction Générale des Affaires Economiques

**DGIDDI** : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects

**DGID** : Direction Générale des Impôts et Domaines

**DGTCP** : Direction Générale du trésor et de la Comptabilité Publique

**FASEG** : Faculté des Sciences Economique et de Gestion

**ISANE** : institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

**IP** : Investissement publique

**J-B** : Jarque –Bera

**MCE** : Modèle à Correction d'Erreur

**MCO** : Moindres Carrées Ordinaire

**MEF** : Ministère de l'Economie et des Finances

**OCDE** : Organisation de Coopération et Développement Economique

**PIB** : produit intérieur brut

**PIBr** : produit intérieur brut réel

**RF** : Recette fiscale

**RGF** : Recette Générale de Finance

**SCL** : Service des Collectivité Locales

**SCP** : Service de la Comptabilité Publique

**SD** : Service de la dépense

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

**SE** : Service de l'Épargne

**SR** : Service de la Recette

**SS** : Service de la solde

**ST** : Service Trésorerie

**TND** : Trésor National du Dahomey

**TNP** : Taxe nette sur la production

**TVA** : Taxe sur la Valeur Ajoutée

**UAC** : Université d'Abomey- Calvi

# **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

## **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Signes attendus des paramètres des variables .....	17
Tableau 2 : Synthèse des résultats des tests de stationnarité à niveau .....	24
Tableau 3: Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries en différence première ..	24
Tableau 4 : Résultat du test de cointégration .....	25
Tableau 5 : Résultats de l'estimation de la relation de long terme .....	26
Tableau 6 : Résultats de l'estimation du MCE.....	28

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Evolution comparative du produit intérieur brut et de la recette fiscale en fonction du temps .....	22
Graphique 2 : Evolution comparative du produit intérieur brut et de l'investissement privé en fonction du temps.....	23

## SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	i
DEDICACE I	ii
DEDICACE II	iii
REMERCIEMENTS	iv
SIGLES ET ABREVIATIONS	v
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES GRAPHIQUES	viii
SOMMAIRE	ix
RESUME	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE.	3
SECTION 1 : HISTORIQUE DE LA DGTCP	3
SECTION 2 : DIFFICULTES RENCONTREES	7
CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	8
SECTION I : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	8
SECTION II: CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	16
CHAPITRE III : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS ET VALIDATION DES HYPOTHESE	22
SECTION I : PRESENTATION DES RESULTATS	22
CONCLUSION	32
RECOMMANDATIONS	33
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	34
ANNEXES	A
TABLE DES MATIERES	N

# **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

## **RESUME**

La présente étude s'est donné comme objectif générale de faire ressortir l'effet de la recette fiscale sur la croissance économique au Bénin. Dans le cadre de ce travail, nous avons utilisé un modèle à correction d'erreur. Pour formuler ce modèle, nous sommes partis d'une fonction de type Cobb Douglas exprimant la production en fonction du volume des facteurs travail et capital. L'estimation du modèle s'est faite par les MCO sous le logiciel Eviews

Au moyen d'un modèle à correction d'erreur, la recherche montre que la recette fiscale et l'investissement privé ont un impact positif et significatif à long terme. Par contre la taxe nette sur la production a un impact négatif et significatif à long terme. Enfin, il nous a paru nécessaire de faire quelques suggestions à savoir, développer les infrastructures de qualité nécessaire à l'accroissement de l'investissement privé, de promouvoir la transparence et l'efficacité de l'administration fiscale et principalement améliorer leur taux d'imposition.

**Mots - clés :** Recette fiscale, croissance économique, Modèle à Correction d'Erreur.

## **INTRODUCTION**

Afin d'inscrire le Bénin (pays en voie de développement) sur la voie d'une économie émergente et prospère, les gouvernements se donnent comme priorité la régulation des mauvaises politiques économiques

En effet, si la situation macroéconomique du Bénin a connu une nette amélioration jusqu'au début des années 2000, l'économie béninoise reste encore vulnérable aux chocs extérieurs. Depuis 2001, le taux de croissance réel de l'économie ne cesse de diminuer pour atteindre 3,4% en 2004, contre 3,9% en 2003 avant de connaître une légère amélioration pour atteindre 4% en 2005. Le ratio masse salariale sur recette fiscale s'est de même dégradé en raison de la faiblesse des recettes fiscales en 2004 et de l'augmentation de la masse salariale consécutive à la prise en compte des revendications des syndicats et des fonctionnaires. De même, « Le taux de la pression fiscale » marque le part depuis 2000, oscillant entre 14% et 15%. Cette évolution est d'ailleurs liée au taux de prélèvement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui régresse depuis la fin des années 1990. Ainsi, alors que le taux de prélèvement de la TVA par rapport au PIB était de 6,6% en 1999, il n'est plus que de 6,2% en 2004 : La TVA intérieure connaît une croissance continue, pour représenter 2,3% de PIB en 2004, alors la TVA perçue en douane représente d'une décroissante du PIB pour atteindre 3,9% en 2004. Cette évolution rappelle la dépendance de l'économie béninoise vers le Nigéria. Les produits nationaux importés au Nigéria constituent une partie de l'assiette des droits de douane et de la TVA.

De ce qui précède, l'analyse des recettes fiscales semble nécessaire pour mieux appréhender ses relations et inter réactions de ces derniers avec la croissance économique au Bénin. Les recettes fiscales ne sont pas seulement des ressources de l'Etat mais aussi un des instruments d'intervention dans la politique de croissance. Avec ce constat, la question essentielle qu'il convient de poser est celle-ci : Quel est l'effet des recettes fiscales sur la croissance économique au Bénin ? Autrement dit, il se pose la question de savoir l'impact des recettes fiscales sur la croissance économique au Bénin. A cette question, il urge de mesurer de mener une réflexion en vue de trouver une résolution scientifique afin de lever toute équivoque, ce qui nous amène à formuler le thème : « **L'EFFET DES RECETTES FISCALES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN** »

A cet effet, notre travail s'articulera autour de trois chapitres. Dans le premier chapitre, nous présenterons le cadre institutionnel de notre recherche, c'est –à-dire la présentation de

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

l'institution dans laquelle nous avons effectué notre stage. Le deuxième est relatif au cadre théorique et méthodologique de l'étude. Ce chapitre nous permettra de faire un point sur les travaux des auteurs ayant mené des réflexions dans le sens de ce sujet et présenter la méthodologie à suivre dans notre analyse. Le troisième chapitre sera consacré aux présentations et analyses des résultats des recettes fiscales à la croissance économique.

## **CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE.**

L'Etat béninois comme tous les autres pays du monde doit pour son fonctionnement faire face à des charges de plusieurs natures à partir des ressources qu'il aurait mobilisées. C'est ainsi que pour assurer efficacement cette, il s'est doté de certaines structures administratives parmi lesquelles est compté la DGTCP.

Le trésor public s'occupe entre des décaissements important représentant les charges publiques qui sont sous la responsabilité de l'Etat, des collectivités locales et des autres organismes publics.

### **SECTION 1 : HISTORIQUE DE LA DGTCP**

Le trésor public a été créé le 14 Août 1961. Il est d'abord connu sur la dénomination du Trésor National du Dahomey (TND), puis sous le nom de Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique (DTCP) avant de prendre pour nom Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) suite à l'arrêté n°213/ MF/DC/CC du 09 juillet 1993 portant attribution, organisation et fonctionnement de la DGTCP. Depuis sa création, les différentes appellations et réformes qu'il a connu n'ont pas modifiés ses attributions dans la gestion des ressources publiques. Le trésor public a connu au niveau de ses attributions d'importants changements dont le recouvrement des recettes douanières qui est allé à la Direction Générale des Douanes et droits indirect (DGDDI) et le recouvrement des impôts et taxes qui sont attribués à la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID). Du traitement manuel des dossiers, on est passé aujourd'hui à l'informatisation progressive des services du trésor public. Les supports de base de traitement informatisé des dossiers sont les logiciels suivants : ASTER, SIGFIP, MATKOSS.

#### **1. Missions de la DGTCP**

Deux missions sont assignées à la DGTCP il s'agit trésor et comptabilité publique

L'exécution de ces missions est assumée par 07 services

##### **➤ Service de la Dépense (SD)**

Il exécute toutes les dépenses de l'Etat et est chargé :

- Du contrôle de la régularisation des dépenses de l'Etat ;
- De l'application des cessions, des transports et des oppositions ;
- De l'exécution des dépenses sans ordonnancement ;
- De la centralisation des opérations des dépenses ;

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

- Des rapprochements avec l'ordinateur.

### ➤ **Services de la Recette (SR)**

Il est chargé du recouvrement de diverses recettes et de la centralisation de l'ensemble des recettes de l'Etat.

### ➤ **Service de la Comptabilité Publique (SCP)**

Ce service s'occupe de la constatation des écritures de la Recettes Générale des Finances, des opérations effectuées ou centralisées par les différents services de la RGF. Il est chargé en outre de la reddition du compte de gestion de l'Etat et de sa transmission à la DCC pour en état d'examen.

### ➤ **Services des Collectivité Locales (SCL)**

Il est chargé :

- de suivre l'exécution des budgets locaux ;
- d' assister la Direction de la Centralisation des Comptes de l'Etat dans la mise en état d'examen des comptes de gestion des collectivités territoriales ;
- de rédiger des notes de conjoncture ;
- de procéder aux analyses financières des collectivités territoriales ;
- de jouer le rôle de conseiller auprès des comptables des collectivités territoriales.

### ➤ **Service de la Solde (SS)**

Ce service est chargé de toutes les opérations de liquidation et de paiement sans ordonnancement préalable des salaires courants des Agents Permanents de l'Etat et des arriérés, de la tenue de la comptabilité auxiliaire de la Solde, du contentieux relatif aux paiements des études et statistiques diverses et des liaisons avec la Direction Générale du Budget et du Matériel

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

### ➤ **Service Epargne (SE)**

Il s'occupe :

- Des opérations de collecte de l'épargne et de gestion de valeurs pour le compte des correspondants du trésor ;
- De la tenue des comptes de dépôts des obligations et des actions ;
- De la tenue des comptes de dépôts de fonds au trésor ;
- Des opérations pour le compte de la caisse de dépôts et de consignations.

### ➤ **Service de la Trésorerie (ST)**

Le service de la trésorerie assure le suivi des comptes de disponibilité .Il est chargé :

- de la tenue du compte courant du trésor à la BCEAO ;
- de la tenue du compte postal du trésor ;
- des opérations par l'intermédiaire de la chambre de compensation ;
- de la surveillance des opérations exécutées par caisse du RGF
- du suivi et de la surveillance des mouvements des comptables ;
- de la centralisation des versements des autres administrations financières (Impôts et Douanes).

AU cours de notre stage à la DGTCP, on a parcouru trois (03) de ces services à savoir :

Service de la Dépense ; Service de la trésorerie et le Service de la Comptabilité Publique.

### ➤ **Service de Dépense**

Il s'occupe essentiellement du paiement juridique des dépenses issues des prestations de service de toutes les administrations étatiques. Il exécute de toutes les dépenses de l'Etat et est chargé :

- Du contrôle de la régulation des dépenses de l'Etat ;
- De l'application des cessions, des transports et des oppositions ;
- De l'exécution des dépenses sans ordonnancement ;
- De la centralisation des opérations des dépenses ;
- Des rapprochements avec ordinateur.

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

Il est subdivisé en trois divisions :

- Division des pensions
- Division du visa
- Division du règlement

### **➤ Service de la Trésorerie (ST)**

Le service de la trésorerie assure le suivi des comptes de disponibilité. IL est chargé :

- De la tenue du compte courant du trésor à la BCEAO
- De la tenue du compte postal du trésor
- Des opérations par intermédiaire de la chambre de compensation
- De la surveillance des opérations exécutées par caisse du RGF
- Du suivi et de la surveillance des mouvements des entres comptables
- De la centralisation des versements des autres administrations financières (Impôts et douanes).

Il est subdivisé en cinq (05) divisions :

- Division des Opérations Financières
- Division de la Centralisation des Comptes
- Division de la Gestion des Valeurs Mobilières
- Division de la Caisse
- Division des Etudes et de la Statistiques

### **➤ Service de la Comptabilité publique (SCP)**

Ce service s'occupe de la constatation des écritures de la Recette Générale des Finances, des opérations effectuées ou centralisées par les différents services de la RGF. Il est chargé en outre de la réduction du compte de gestion de l'Etat et de la transmission à la DCC pour en état d'examen. Sa tâche est assurée par deux divisions à savoir :

- Division de la comptabilité
- Division des Etudes, Synthèses et Statistiques

### **SECTION 2 : DIFFICULTES RENCONTREES**

La DGTCP est en proie de plusieurs problèmes qui freine son évolution et mette en difficulté sa pérennité. Au début de notre stage nous avons eu quelques difficultés qui mérites d'être soulignées et qui, peut être classé en deux catégories :

- **Les problèmes d'ordres administratifs**
  - Maque de personnel qui entraine le cumule de poste réduisant considérablement la rentabilité professionnelle du personnel
  - Manque de fournitures de bureau (photocopieuse, autographe)
  
- **Les d'ordres opérationnel**
  - Retard dans le traitement des dossiers (les dossiers de 2012 sont toujours en cours d'exécutions
  - La déconnection spontané de certains logiciels comme ASTER, MATKOSS

## **CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE**

Dans ce chapitre, il s'agira de présenter dans un premier temps le cadre théorique et dans un second temps, la méthodologie de l'étude.

### **SECTION I : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE**

Dans cette section nous présenterons d'abord la problématique, les objectifs et les hypothèses et enfin la revue de littérature.

#### **Paragraphe 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses de recherche**

##### **1.1. Problématique**

Dans les pays d'Afrique en général et au sud du Sahara en particulier, l'essentiel des ressources de l'Etat est constitué des recettes fiscales. Ainsi dans la plupart de ces pays en voie de développement (P.V.D) dont le Bénin, le prélèvement fiscal est considéré comme un moyen sûr pour l'Etat d'assainir ses recettes budgétaires. Il apparaît donc que la politique fiscale occupe une place de choix dans les décisions de politique économique qui passe par une augmentation des recettes fiscales (SAVADOGO, 2001).

A ce titre, en vue de promouvoir et d'accélérer la croissance économique au Bénin, les ressources fiscales intérieures seront considérée comme un instrument assurant le financement des dépenses publiques. Mais avec le développement des fonctions de l'État, justifié soit par la nécessité de pallier les échecs du marché, soit pour assurer un développement harmonieux du capitalisme industriel, les dépenses publiques se sont accrues, en particulier les dépenses d'infrastructures et d'éducation, réclamant ainsi une extension du rôle de la fiscalité. Ainsi à partir des années quarante, sous l'influence de la révolution keynésienne et de la philosophie sociale-démocrate économique, les attitudes à l'égard de la fiscalité ont changé, principalement en raison de l'échec des politiques contracycliques de stabilisation et de l'émergence de l'économie de l'offre (Jurion ; 2010).

Dès lors, la fiscalité a cessé d'être une simple source de recette pour devenir un instrument d'action économique et social et même politique. Elle permet à l'État de soutenir l'agriculture, l'industrie et de créer un climat favorable susceptible de favoriser la croissance économique. Elle constitue aussi un des éléments majeurs du développement d'un pays en termes d'attractivité, de compétitivité et d'incitation à la création d'entreprises. La création d'entreprise contribue à la création d'emploi réduisant ainsi la pauvreté (SOULAMA et ZIO, 2004). Or la création d'emploi n'est pas que l'apanage exclusif de l'Etat mais aussi du secteur privé. Ainsi le meilleur moyen pour qu'il y ait croissance, qu'elle profite aux pauvres, qu'elle

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

puisse s'auto entretenir en stimulant la consommation est de créer l'emploi (SOULAMA et ZIO, 2004). Dans cette logique, la croissance économique a repris au Bénin depuis les années 90 avec une augmentation continue des recettes fiscales annuellement (da MATHA SANT'ANNA Sédjro, 2001).

Divers facteurs influencent la croissance économique au Bénin. En effet, en 2010, les investissements ont pris part à la croissance économique à raison de 16,81%, la balance commerciale quant à elle a contribué à 24,85%, les recettes fiscales à 44,4%. Le facteur qui contribue le plus est la recette fiscale. Cela se justifie en ce sens que les sources de financement des pays en voie de développement reposent essentiellement sur la fiscalité. En effet, au Bénin, elle participe à plus de 50% aux ressources totales. Il est donc impératif d'élargir l'assiette fiscale pour le rendre plus attrayant.

Plusieurs politiques ont été mises en place pour ce fait, principalement dirigées vers les entreprises informelles. Ces politiques ont essentiellement pour objectif de formaliser les entreprises informels tout en tenant compte des difficultés et des faiblesses des petites et moyennes entreprises.

Au regard de tout ce qui précède, on pourrait se demander aujourd'hui, si le système fiscal béninois tel qu'il se présente répond aux préoccupations nationales, surtout celles visant à promouvoir et à accélérer une croissance économique durable au Bénin ? Faut-il simplement compléter la législation fiscale selon les fluctuations de l'économie ou doit-on vraiment innover en recherchant des mesures originales propres au contexte béninois ?

De manière spécifique, on se pose des questions ci-après :

- ❖ Quel lien peut-on établir entre les recettes fiscales et la croissance économique au Bénin ?
- ❖ Quelle est l'influence des recettes fiscales sur l'investissement au Bénin ?

Pour répondre à ces interrogations, nous allons définir un objectif général, des objectifs spécifiques puis formuler les hypothèses de recherche qui découlent de ces objectifs spécifiques.

### **1.2. Objectifs et Hypothèses de recherche**

#### **1.2.1. Objectifs**

- ❖ **Objectif général**

# **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

L'objectif principal de cette étude est d'analyser la contribution des recettes fiscales à la croissance économique au Bénin.

## **❖ Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques qui nous permettent d'atteindre l'objectif général sont :

- Mesurer l'effet de la taxe nette de production sur la croissance économique au Bénin ;
- Déterminer l'impact de la recette fiscale sur la croissance du PIB réel au Bénin.

## **1.2.2. Hypothèses**

Sur la base des objectifs spécifiques ci-dessus mentionnés, deux hypothèses de recherche ont été formulées :

**H<sub>1</sub>** : la taxe nette sur la production impacte positivement la croissance du PIB au Bénin

**H<sub>2</sub>** : la recette fiscale a eu un impact positif sur la croissance du PIB au Bénin.

**Paragraphe 2** : la revue de littérature

## **2.1. Clarification conceptuelle**

### **2.1.1. Les recettes fiscales**

La notion des recettes fiscales dérive de celle de la fiscalité. De nos jours, quelles que soient les appellations utilisées (Impôts, taxes, contributions etc....)

La fiscalité, se définit généralement comme étant l'ensemble des dispositions relatives à l'impôt. Le concept de fiscalité est très large et inclus les différents types d'impositions. L'impôt est défini comme étant un prélèvement obligatoire et sans contrepartie direct effectué par la puissance publique (Etat ou collectivité locale) afin de subvenir aux dépenses publiques et en vue de la régulation de l'activité économique (**Lexique d'Economie 11<sup>e</sup> édition** (campus LMD Dalloz).

### **2.1.2. Notion de croissance**

Pour François PEROUX, au sens strict « la croissance est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation ; le

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

produit global en termes réels ». Ce n'est pas - il est important d'y insister, au rebours d'une attitude qui se répand- l'augmentation du produit réel par habitant.

Au sens large, la croissance est :

- Un mouvement ascendant de certaines grandeurs économiques (hausse du PIB, du Revenu.....) ;

- Un phénomène largement irréversible : son caractère auto-entretenu se traduit par des modifications cumulatives des conditions de la population.

### **2.2. Revue théorique et empirique**

#### **2.2.1. Revue théorique**

Jean Bodin (1576) est le premier économiste à aborder la question de la fiscalité au 16<sup>e</sup> siècle. D'autres s'occupaient au rôle financier de la fiscalité au 17<sup>e</sup> siècle. Les écoles de pensées ont examiné le rôle financier de la fiscalité selon leur point de vue.

Selon les classiques, l'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie de la nation. Il ressort que c'est l'ensemble des intérêts individuels qui aboutit à l'intérêt général. Cette idée est soutenue par le père de l'économie classique Adam Smith qui dit : « puis que tout individu s'efforce autant qu'il est capable d'employer son capital dans l'intérêt de l'industrie nationale, et diriger ainsi cette industrie de telle sorte que son produit soit de le plus grande possible, tout individu travaille nécessairement, à rendre le revenu annuel de la société aussi grand qu'il peut..., en agissant ainsi il n'a d'autre but que son propre gain et est en ceci comme dans beaucoup d'autres cas, conduit par une main invisible, à réaliser une fin qui n'était nullement dans ses intentions ».

Depuis Adam Smith, d'autres économistes ayant une vision de la croissance, ont associé la croissance à plusieurs qualificatifs : illimitée, limitée, instable. Elle peut se définir comme un accroissement durable de sa dimension accompagnée de changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie. Dans ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776), il fait ressortir le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de croissance. Cette division du travail se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (théorie des avantages absolus). Dans cette recherche il présente aussi quatre célèbres maximes fiscales :

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

✓ la justice de l'impôt : « les sujets de chaque Etat doivent contribuer aux dépenses de gouvernement, autant que possible en raison de leurs facultés respectives, c'est-à-dire en proportion du revenu dont ils jouissent respectivement sous la protection de l'Etat ».

✓ La fixité « la taxe imposée à chaque citoyen doit être certaine et non arbitraire. L'époque, le mode, la quotité du paiement, tout doit être claire et net pour le contribuable ainsi que pour toute autre personne. »

✓ La règle de commodité : « toute contribution doit être levée à l'époque et suivant le mode qui paraît les plus convenables pour les contribuables. »

✓ La règle d'économie : « toute contribution doit être établie de manière à retirer des poches du peuple aussi peu que possible au-delà de ce qu'elle fait entrer dans le trésor de l'Etat. »

Pour Malthus (1796), dans son essai sur le principe de population, il considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopante.

Selon David Ricardo, dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), il note que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (rente foncière), salariés (salaire de substance) et le capitaliste (profit). Il précise que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives. Le coût de production va donc s'élever, entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'à un niveau où les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs).

Pour Schumpeter (1945), cinq catégories d'innovation sont à distinguer : la fabrication d'un nouveau produit, l'introduction d'une méthode de production nouvelle, l'ouverture d'un nouveau débouché, la conquête d'une nouvelle source de matière première, la mise en œuvre d'une nouvelle méthode d'organisation de la production.

Walras pour sa part, s'oppose au prélèvement d'impôts dans certaines conditions et défend l'idée des biens collectifs qui ne doivent pas être facturés aux consommateurs

### **2.2.2. Revue empirique**

Certains travaux de recherches ont été réalisés par des auteurs qui ont à travers leurs travaux lié les recettes fiscales à la croissance économique. Au nombre de ces travaux on peut citer :

Romer (1986), Lucas (1988), Aghion et Howitt (1992) montrent que la fiscalité agit sur l'offre de travail et le progrès technique dont le comportement dépend des agents économique qui déterminent le taux de croissance à l'état régulier.

EASTERLY et REBELO (1993), dans une étude visant à montrer le rapport entre les différentes mesures de politique fiscale, le niveau de développement et le taux de croissance économique, concluent entre autres que l'impact de la fiscalité est difficile à isoler. Toutefois, ils pensent que l'impact de la fiscalité sur la croissance dépend de sa structure, et que seul le taux marginal d'imposition sur le revenu explique significativement les disparités en matière de croissance. Ainsi, seules les modifications des taux d'imposition sur les revenus ont un impact sur la croissance.

Gupta et Tareq (2008) ont démontré que dans les pays à faibles revenu, 1/3 environ des recettes fiscales non liées aux ressources naturelles proviennent des taxes sur les échanges.

Levine et Renelt (1992) montrent que les taxes sur les échanges, les impôts sur les sociétés et les personnes ainsi que les prélèvements sociaux diminuent significativement.

L'étude par la chaine de recherche en fiscalité et en finance publique sur le dosage des impôts et la croissance économique pour servir de leçon au Québec en s'appuyant sur les données de 21 pays de l'OCDE, a montré que de 1972 à 2007 le dosage des impôts a un impact sur la croissance du PIB par habitant.

Skinner (1987), Engen et Skinner (1996), et Myles (2000) ont enrichi la relation entre la taxation et la croissance économique. En s'inspirant du modèle de croissance de Solow, Engen et Skinner (1996) ont expliqué que ce modèle permet d'identifier cinq canaux par lesquels la politique fiscale peut influencer indirectement le taux de croissance du PIB.

Toujours Engen et Skinner ont conclu que bien que la politique fiscale a un impact sur la croissance économique, ils voient tout de même que la politique fiscale a un impact à court terme sur la croissance économique. Ils pensent aussi que la structure de la fiscalité est importante pour la croissance économique. Les pays qui s'organisent pour réunir des impôts

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

aux moyens d'une large base d'impôts et d'une organisation efficiente concrétisent probablement une croissance plus rapide que les pays ayant une base fiscale limitée et une organisation fiscale inefficace.

En considérant un modèle de croissance avec dépenses publiques productives, Barro (1990) souligne l'existence d'une courbe de Laffer entre le taux d'imposition et le taux de croissance économique. La courbe indique que jusqu'à un certain seuil d'imposition, la politique fiscale encourage la croissance, mais au-delà de ce seuil elle génère des externalités négatives qui retardent la croissance.

Selon le modèle de Robert Barro la dépense publique en infrastructures (transports et communication) provoque de fortes externalités positives pour les autres agents économiques qui améliorent les conditions de croissance. Cette augmentation de la croissance accroît les recettes de l'Etat, qui peut alors augmenter ces dépenses.

Barro, Mankiw et Sala Martin (1995) ont montrés qu'une fiscalité importante peut affecter à la fois l'épargne et l'investissement.

L'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie Keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Rallie 1997) des effets d'externalités. En effet, l'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques aux économies africaines (Ojo et Oshikoya 1995, Ghura et Hadyimichaël 1996) ont aussi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du PIB par tête. De plus, Knight, Loayza et Villanueva (1993) et Nelson et Singh (1994) ont aussi montré que le niveau de l'investissement d'infrastructure avait un effet significatif sur la croissance, notamment au cours des années 1980. En utilisant une étude en coupe portant sur un échantillon de 119 pays, Eastely et Rebel (1993) ont estimé que l'investissement public en transport et en communication était lié positivement à la croissance. L'investissement public dans les entreprises n'avait aucun effet sur la croissance, alors que l'investissement public en agriculture avait un effet négatif.

La contribution de l'investissement à l'accélération de la croissance a été mise en exergue par beaucoup de travaux empiriques. Mais ces travaux se sont beaucoup appesantis sur l'importance des investissements publics dans la formation de la richesse, bien que

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

l'investissement privé ait un impact plus important sur la croissance économique que l'investissement public Khan et Reinhart (1990). Ce résultat a été confirmé par les travaux de Samaké (2008) relatifs aux impacts des investissements publics et privés sur la croissance au Bénin en montrant que les investissements privés ont une influence plus marquée sur la croissance économique que sur les investissements publics aussi bien à court qu'à long terme. L'amélioration du climat des affaires contribue à une augmentation des investissements privés (Poirson, 1998). En effet, la théorie économique montre que l'investissement privé ne dépend pas uniquement du coût du capital (Humain et Physique) mais également de l'environnement caractérisé par le cadre macroéconomique, le niveau de liberté, de la gouvernance, de la qualité des institutions, du poids de la justice etc. Spécifiquement, le renforcement de la lutte contre la corruption et l'amélioration de l'exercice du droit de propriété augmentent positivement et significativement l'investissement privé. En outre, l'amélioration du taux de croissance du PIB par tête, de la masse monétaire par rapport au PIB et des termes de l'échange influence aussi positivement et significativement l'investissement privé. A l'opposé l'augmentation plus rapide de l'investissement public par rapport au PIB et l'accroissement du déficit budgétaire n'encouragent pas l'investissement privé.

# **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

## **SECTION II: CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE**

Il sera question dans cette partie de présenter le modèle conceptuel pour la vérification des hypothèses, la technique de validation des hypothèses et les types de données collectées avec leurs sources puis les méthodes d'analyse et d'estimation.

### **Paragraphe 1 : Méthodes d'analyse**

Pour mesurer l'effet de la recette fiscale sur la croissance économique nous faisons la confirmation de nos hypothèses respectives à partir des régressions économétriques. Pour cela, nous allons spécifier notre modèle, préciser les sources de nos données ensuite le choix de la méthode économétrique appropriée pour nos estimations.

#### **1.1.Modèle conceptuel**

Le modèle de base retenu a pour cadre de référence la fonction de croissance de type Cobb-Douglas utilisée par Nubukpo en 2003, inspirée des travaux de Barro (1990), Ojo et Oshikoya (1995) et de Tenou (1999). Ce modèle a l'avantage de prendre en compte un certain nombre de variables permettant de mieux expliquer l'évolution de la croissance du PIB réel dans les pays africains. Il se présente comme suit :

$$\text{PIBr} = f(C, P, E) \quad (\text{équation 1})$$

Avec PIBr = croissance du PIB réel;

C = un panier de variables dites conventionnelles (le capital physique, le travail et le capital humain)

P = un panier de variables liées à la politique économique (les dépenses publiques et le taux d'inflation)

E = un panier de variables liées à l'environnement extérieur (l'indice des termes de l'échange)

La fonction f de l'équation 1 se présente sous forme  $\text{PIBr} = AK^\alpha L^\beta$  (équation 2)

En la linéarisant, nous avons :

$$\ln(\text{PIBr}) = \ln(A) + \alpha \ln(K) + \beta \ln(L)$$

Soit  $\ln(\text{PIBr}) = \alpha_0 + \alpha \ln(K) + \beta \ln(L)$  avec  $\alpha_0 = \ln(A)$  (équation 3)

##### **1.1.1. Spécification du modèle**

## L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin

Tout modèle économétrique est constitué de deux types de variables : une ou plusieurs variables expliquées et une ou des variables explicatives. En nous inspirant du modèle de production de Cobb-Douglas utilisée par Nubukpo en 2003, nous avons intégré les variables du Recette Fiscale (RF), l'Investissement Public (IP) et la Taxe nette sur la production (TNP). L'équation du modèle peut s'écrire sous la forme ci- dessous.

$$\text{PIBr} = f(\text{RF}_t, \text{IP}_t, \text{TNPt})$$

Avec  $t = (1984, 1981, \dots, 2014)$  représente la date à laquelle les différentes variables sont observées. Le modèle original s'écrit donc comme suit :

$$\text{Log (PIBr)}_t = \text{Log A} + \alpha_1 \text{Log (RF)}_t + \alpha_2 \text{Log (IP)}_t + \alpha_3 \text{Log (TNP)}_t + \varepsilon_t$$

PIB : produit intérieur brut comme la mesure de la croissance en tant que variable dépendante.

A : Constante ;

RF : le Recette Fiscale ;

IP : l'Investissement Public ;

TNP : Taxe nette sur la production;

$\varepsilon_t$  : le terme d'erreur et  $\alpha_i, i = \{1, 2 \text{ et } 3\}$  les élasticités.

D'après la théorie économique nous pouvons émettre les hypothèses suivantes sur les signes espérés des paramètres des variables.

**Tableau 1** : Signes attendus des paramètres des variables

Paramètres	RF	IP	TNP
Signes espérés	+	+	-

*Source* : réalisé par les auteurs, 2015.

### 1.2. Procédure d'estimation

L'estimation des différents coefficients du modèle sera faite par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) au moyen du logiciel EVIEWS version 7.0. Pour s'assurer de la qualité de notre modèle, des tests de diagnostic, de validation et de prévision seront effectués.

#### ❖ Stationnarité des données utilisées et test de cointégration.

### **✓ Test de racine unitaire**

Lorsqu'on utilise des données temporelles, il est primordial qu'elles conservent une distribution constante dans le temps. Ce concept de stationnarité doit être vérifié pour chacune des séries afin d'éviter des régressions factices pour lesquelles les résultats pourraient être « significatifs », alors qu'ils ne le sont pas.

En effet, Yule (1980) a montré dans son article « Why do we sometimes get nonsense correlations between time series ? », publié dans le *royal of the statistical society*, que la corrélation persiste dans les séries temporelles non stationnaires même si l'échantillon est très élevé. Cette situation génère un phénomène « fausse régression ou de régression absurde ». D'où la nécessité d'étudier la stationnarité des séries temporelles destinées à l'estimation d'un modèle économétrique.

Une série temporelle est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes de temps ne dépendent que de la distance ou l'écart entre ces deux périodes et non du moment auquel la covariance est calculée. Une telle série temporelle est qualifiée de faiblement stationnaire. Cette définition se traduit comme suit par une série  $Y_t$  :

Moyenne :  $E(Y_t) = \mu$

Variance :  $V(Y_t) = \sigma^2 = E((Y_t - \mu)^2)$

Covariance:  $Cov(Y_t, Y_{t+K}) = E[(Y_t - \mu)(Y_{t+K} - \mu)]$

De façon pratique, le non stationnarité s'explique par deux phénomènes que sont la présence de tendance déterministe et/ou de tendance aléatoire dans la structure de la série temporelle étudiée. Plusieurs tests existent (l'analyse du corrélogramme de la série, le test de Dickey- Fuller simple, et Dickey-Fuller augmenté) pour détecter la non stationnarité des séries. Le test retenu pour cette étude est celui de Dickey-Fuller Augmenté.

- Test Dickey-Fuller Augmenté

Le Dickey-Fuller Augmenté est une version améliorée du test Dickey-Fuller simple, par l'introduction dans le modèle des tests des valeurs retardées de la série, destinées à corriger une éventuelle auto-corrélation du terme d'erreur...

Si le résultat du test conclut à une non stationnarité de la série, alors il faudra différencier la série et effectuer de nouveau le test jusqu'à l'aboutissement à un résultat stationnaire. Dans ce

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

cas, on dit que la série temporelle est intégrée d'un ordre égal au nombre de fois qu'elle a été différenciée avant d'être stationnaire.

### **✓ Test de cointégration**

Un autre test à réaliser lorsqu'on travaille avec des séries temporelles est celui de la Co- intégration. Le but de ce test est de détecter si des variables possédant une racine unitaire ont tendance stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre dans le long terme entre les variables et la combinaison linéaire de deux variables provenant de série non stationnaires est, quant à elle, stationnaire. Dans une telle situation, la formulation en différence mène à une mauvaise spécification du modèle et des termes de corrections d'erreurs doivent être ajoutés.

Lorsque les séries ne sont pas stationnaires, il y a présomption de cointégration qu'on vérifie par le test de cointégration de Johansen. Si les séries sont cointégrées, un modèle de correction d'erreur est spécifié. Ce dernier traduira la dynamique de court terme alors que le modèle initial sera celui d'un équilibre de long terme.

### **✓ Test de cointégration d'Engel et Granger**

Ce test se déroule en deux étapes à savoir :

Etape1 : Tester l'ordre d'intégration des variables

Une condition nécessaire de cointégration est que les séries doivent être intégrées de même ordre mais si les séries ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent pas être cointégrées. Il convient donc de déterminer très soigneusement à travers les tests de Dickey-Fuller Augmenté le type de tendance déterministe ou stochastique (stationnarité) de chacune des variables, puis l'ordre d'intégration de chacune des chroniques étudiées. Si les séries statistiques étudiées ne sont pas intégrées de même ordre, la procédure est arrêtée. Il n'y a pas de risque de cointégration. De même, si la série des erreurs est stationnaire, il y a cointégration. Dans le cas contraire, il n'y a pas cointégration entre les séries.

Etape2 : Estimation de la relation de long terme

Si la condition nécessaire est vérifiée, on estime par les MCO la relation de long terme entre les variables. Pour que la relation de cointégration soit acceptée, le résidu issu de la régression doit être stationnaire. La stationnarité du résidu est testée à l'aide des tests DF ou DFA. Si le résidu est stationnaire, il s'en suit alors l'estimation du modèle à correction d'erreur (MCE).

### ✓ **Test de Ramsey**

L'objet de ce test est de voir si le modèle souffre de l'omission d'une ou plusieurs variables pertinentes en introduisant une variable fictive. Ce test consiste à vérifier la significativité du modèle à travers l'effet de la variable fictive introduisant. Si elle n'est pas significative, alors la spécification du modèle est complète ; c'est-à-dire que le modèle à pris en compte toutes les variables pertinentes qui expliquent la variable dépendante. Mais, si la variable fictive est significative, alors des variables susceptibles d'influencer les variations de la variable dépendante seront introduites.

### ✓ **Test de validation du modèle**

La méthode d'estimation qui sera utilisée sera la méthode des moindres carrés ordinaires. La validation statistique de la qualité globale du modèle est appréciée par le coefficient de détermination du modèle et par le test de Fisher. L'analyse de la qualité globale du modèle s'effectue à travers le coefficient de détermination du modèle ( $R^2$ ). Ce coefficient explique la part de l'évolution de la variable dépendante qui est expliqué par les variables exogènes. La validation de la qualité individuelle des variables sera appréciée par la probabilité associée à chaque variable.

### ✓ **Test de significativité des variables explicatives**

Les variables explicatives dans le cadre de l'étude peuvent être non significatives dans l'explication de la variable dépendante du modèle. Ainsi à partir du modèle de long terme estimé par les MCO, la significativité de chacune des variables explicatives est déterminée par la lecture des probabilités critiques qui seront inférieure à 5% ou les « t- Statistic en valeur absolue » qui seront supérieur à 1,96. Quant à la significativité globale du modèle, elle est déterminée à travers le prob (F-Statistic) qui doit être inférieure à 5%.

### ✓ **Le test de Breusch-Godfrey**

L'un des tests adéquats pour détecter une éventuelle corrélation des erreurs est le test de Breusch-Godfrey. Il y a absence d'auto corrélation si la probabilité associée au test de Fisher est supérieure à 5 % et inférieure sinon.

### ✓ **Le test d'homoscédasticité de White**

Il permet de voir si la variance du terme d'erreur est une constante ou non. Les erreurs sont homoscédastiques si la probabilité de la statistique de Fisher est supérieure à 5%.

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

### ✓ **Le test de normalité de Jarque-Bera**

Ce test permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique. Il y a normalité quand Jarque-Bera est inférieur à 5,99 ou quand sa probabilité est supérieure à 5%.

### ✓ **Le test de stabilité de Cusum et Cusum Carre**

Ils permettent de vérifier la stabilité du modèle estimé. Il y a stabilité quand les courbes ne sortent pas du corridor.

### **Paragraphe 2 : Nature et sources des données**

Les données utilisées sont essentiellement les données secondaires dont la collecte a été focalisée sur la recherche et l'exploitation documentaire auprès de diverses institutions. Elles vont de 1984 - 2014 compte tenu de la disponibilité des données concernant toutes les variables de l'étude. Ces données statistiques sont prélevées auprès des sources suivantes : Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) ; la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et la bibliothèque de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC).

## CHAPITRE III : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS ET VALIDATION DES HYPOTHESE

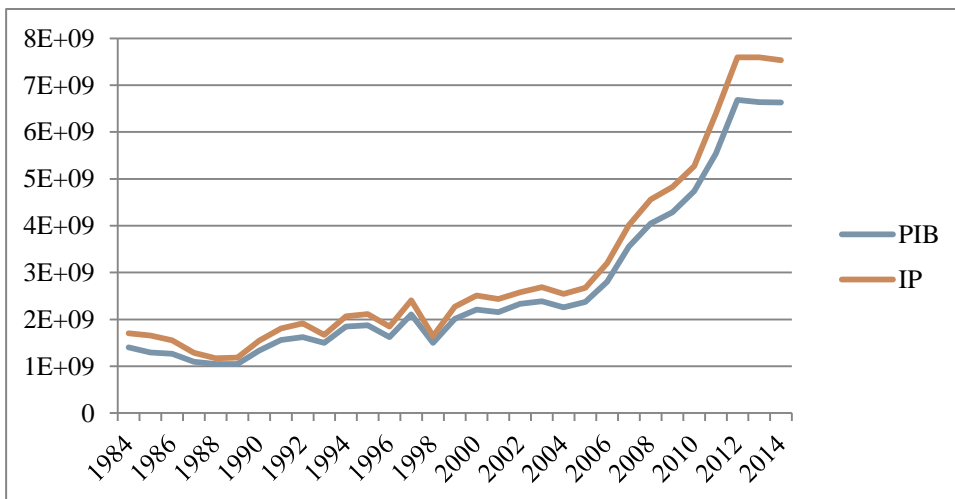
### SECTION I : PRESENTATION DES RESULTATS

Cette section consiste à présenter les résultats et de procéder à leurs analyses.

#### Paragraphe 1 : Résultats de l'analyse descriptive

Elle consiste de faire ressortir l'évolution de chaque variable en fonction du temps. Ainsi nous avons les graphes suivants.

**Graphique 1 :** Evolution comparative du produit intérieur brut et de la recette fiscale en fonction du temps



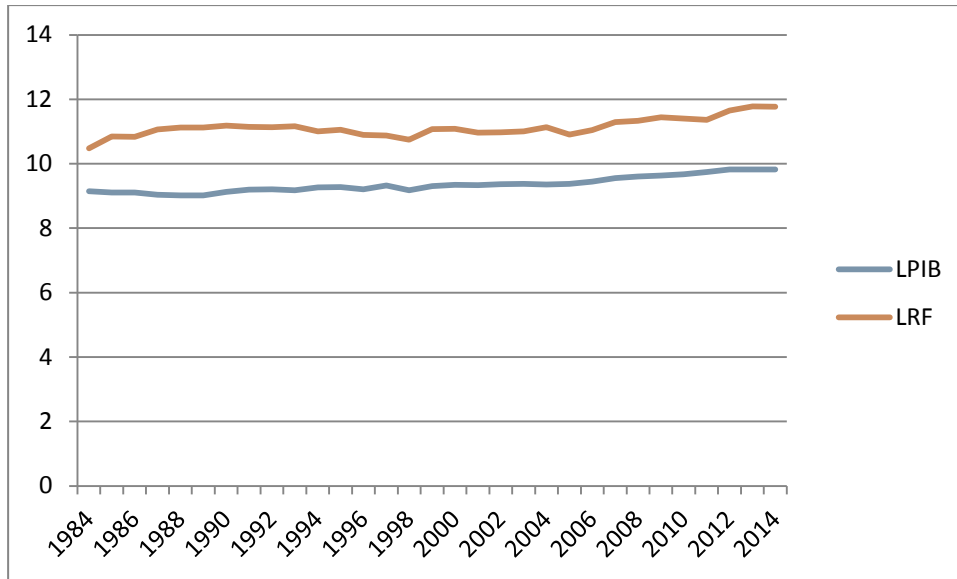
*Source : Réalisé par les auteurs, 2015 à base DE L'EVIEWS7 .0*

Le graphique1 présente l'évolution du PIB et les investissements publique 1984 à 2014. Au cours de cette période l'investissement publique ont connu un accroissement de façon presque régulière, avec certes une stagnation relative au cours des années 1984 à 1988, stagnation qui peut s'expliquer par la situation de crise qu'a connue le pays au cours des années 1994.

A partir des années 1988, le PIB augmente à mesurer que l'IP augmente. Il y a donc une forte corrélation entre le PIB et l'IP

## L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin

**Graphique 2 :** Evolution comparative du produit intérieur brut et de l'investissement privé en fonction du temps.



*Source : Réalisé par les auteurs, 2015 à base DE L'EVIEWS7.0*

Le graphique 2 présente l'évolution du PIB et les recettes fiscales du 1984 à 2014 qu' cours de cette période, lorsque le PIB diminue les recettes fiscales augmente ce qui entraîne un refreine pour le PIB

### Paragraphe 2 : Résultats de l'analyse économétrique

Dans cette partie nous procédons aux différents tests diagnostic sur les variables de l'équation pour la vérification des hypothèses.

#### 2.1. Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries

Afin de déterminer la stationnarité des variables, le test de Dickey-Fuller Augmenté a été appliqué aux différentes variables du modèle afin de déterminer l'ordre d'intégration de celles-ci. Les résultats de ce test sont consignés dans le tableau ci-dessous et les détails relatifs à ce test figurent dans l'annexe 1.

## L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin

**Tableau 2 :** Synthèse des résultats des tests de stationnarité à niveau

Variables	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
LPIB	-2.631144	-3.568379	Non stationnaire
LRF	1.618151	-1.952373	Non stationnaire
LTNP	-2.167804	-3.568379	Non stationnaire
LIP	-2.578271	-3.568379	Non stationnaire

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7.0

Les résultats des tests de stationnarité permettent de conclure que les variables LPIB, LRF, LTNP et LIP sont tous non stationnaires à niveau car la valeur calculée de la t-statistic de Dickey-Fuller Augmenté en valeur absolue associée à chaque variable est inférieure à celle tabulée en valeur absolue au seuil de 5%. On en déduit que les variables ne sont pas intégrées d'ordre 0. Les variables sont donc probablement intégrées d'ordre 1. L'examen de l'ordre d'intégration des variables se poursuit en différence première et les résultats sont fournis par le tableau 3 suivant :

**Tableau 3:** Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries en différence première

Variables	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
LPIB	-6.548801	-2.967767	Stationnaire
LRF	6.298330	-1.952910	Stationnaire
LTNP	-11.49630	-2.967767	Stationnaire
LIP	-5.618634	-1.952910	Stationnaire

*Source : Réalisé par les auteurs, 2015.*

Les résultats des tests de racine unitaire en différence première montrent que toutes les variables sont stationnaires en différence première ( $|ADF| > |$  Valeur critique de Mackinnon  $|$  au seuil de 5%) ; ce qui autorise en effet l'étude de la cointégration à partir de ces variables.

Ainsi, on peut procéder à la construction du modèle à correction d'erreur (MCE) encore appelé « modèles à correction d'équilibre » déduit de la relation de long terme (1) au cas où le test de cointégration serait satisfaisant.

L'estimation des MCE donne les élasticités aussi bien de court terme que de long terme des variables du modèle, permettant de juger directement du degré de liaison causale entre les variables explicatives et la variable indépendante.

## 2.2. Présentation des résultats du test de cointégration des variables

Le test de cointégration est effectué à partir du résidu de l'équation (4). L'équation (4) est estimée par les MCO (voir annexe1) et sur le résidu est appliqué le test de racine unitaire. L'hypothèse de cointégration des variables est acceptée si le résidu est stationnaire. Le tableau 4 suivant rend compte des résultats du test de racine unitaire appliqué sur le résidu.

**Tableau 4 : Résultat du test de cointégration**

Variabes	Statistique ADF	Valeurs critique (5%)	Résultats
Résidu de l'équation (4)	-2.840259	-1.952473	Stationnaire

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7.0

Le résidu étant stationnaire en niveau, il convient d'estimer la relation entre les variables à travers un Modèle à Correction d'Erreur (MCE) par la méthode d'Engle et Granger.

### 2.2.1. Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests réalisés

#### ❖ Estimation du modèle à long terme

Le modèle à correction d'erreur présente une propriété remarquable qui a été démontrée par Granger en 1983. Un ensemble de variables cointégrées peut être mis sous forme d'un MCE dont toutes les variables sont non stationnaires et dont les coefficients peuvent être estimés par les méthodes de l'économétrie classique sans risque de corrélations fortuites.

Il existe dans la littérature deux types de modèle à correction d'erreur :

- MCE à la Hendry qui est une méthode à une seule étape. - MCE à la Engle- Granger qui est une méthode en deux étapes.

Nous utiliserons le MCE à la Engle-Granger pour notre étude.

- Méthode à la Engle-Granger

Cette méthode se fait en deux étapes :

Etape 1 : On estime la relation de long terme par la méthode des Moindre Carré Ordinaire (MCO). Ce qui permet d'avoir des élasticités de long terme du modèle et d'extraire la série des résidus qui sera utilisée dans l'étape 2.

## L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin

$$LPIB = \alpha_0 + \alpha_1 LRF + \alpha_2 LTNP + \alpha_3 LIP \quad (\text{équation 4})$$

Etape 2: On estime la relation du modèle dynamique (court terme) par la MCO

$$D(LPIB) = \alpha_0 + \alpha_1 D(LIP) + \alpha_2 D(LIG) + \alpha_3 D(LSDE) + \alpha_4 \text{Résidu} (-1)$$

La validité des MCE est liée au signe du coefficient d'erreur  $\alpha_4$  qui doit être négatif et significatif c'est-à-dire statistiquement différent de zéro. Les élasticités de court terme sont représentées par les coefficients du modèle dynamique tandis que celles de long terme sont données par le résultat de l'estimation de l'équation de long terme.

**Tableau 5 :** Résultats de l'estimation de la relation de long terme.

Variabes	Coefficient	Probabilité
LRF	0.013104	0.0369
LTNP	-0.002960	0.0489
LIP	0.998379	0.0000
C	-0.507180	0.0530

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7.0

$R^2=0,99$     $R^2$  ajusté = 0,99   DW=0,73   Prob(F-statistic)=0,000000   N=31 observations

➤ **Tests de validation du modèle de long terme**

✓ Qualité de la régression

L'analyse du tableau 5 montre que le coefficient de détermination  $R^2 = 0,997030$  indique que la qualité de la régression du modèle de long terme est bonne. C'est-à-dire que les variations du Produit Intérieur Brut (PIB) béninois sont expliquées à 99,70% par les variables explicatives du modèle.

✓ Test de normalité : Test de Jarque Bera (1984)

Le test de normalité de Jarque Bera permet de savoir si les erreurs du modèle suivent une loi normale ou non. La valeur de la probabilité (prob=0,653121 annexe) attachée à la statistique de cette étude est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale.

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

### ✓ Test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey

L'application du test de Breusch-Godfrey à l'ordre 2 nous donne une probabilité égale à  $0,8439 > 5\%$ , on conclut donc qu'il y a non autocorrélation des erreurs.

### ✓ Etude de la significativité globale du modèle

Le modèle est globalement significatif car la probabilité de la statistique de Fischer est égale à  $0,000000$ , inférieure à  $5\%$ .

### ✓ Test d'hétéroscédasticité de White

Le test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Ce test permet de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur est une constance ou non.

Le résultat du test montre que la probabilité de la statistique de Fischer ( $0,9728$ ) est supérieure à  $5\%$ . Les erreurs sont donc homoscedastiques.

### ✓ Test d'omission des variables de Ramsey

Le test d'omission de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer ( $0,2120$ ) est supérieure à  $5\%$ . Le modèle de long terme ne souffre donc pas d'omission de variables importantes.

### ✓ Test de Stabilité des variables

La stabilité du modèle de long terme est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes de stabilité de CUSUM et CUSUM carré ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure respectivement que le modèle est structurellement et ponctuellement stable pour ces tests.

### ❖ **Estimation du modèle de court terme**

Les résultats de l'estimation du Modèle à Correction d'Erreur (MCE) sont résumés dans le tableau suivant :

## L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin

**Tableau 6** : Résultats de l'estimation du MCE

Variabes	Coefficient	Probabilité
LRF	-0.001784	0.8749
LTNP	-0.007213	0.0017
LIP	0.920186	0.0000
RESID01(-1)	-0.382034	0.0046
C	0.004281	0.2419

Source : Nos estimations sur EVIEWS 7.0

$R^2 = 0,98$     $R^2$  ajusté = 0,98   DW=2,13   Prob(F-statistic)=0,000000   N=31 observations

### ➤ Tests de validation du modèle de court terme

L'analyse de ce tableau révèle que le coefficient de la force de rappel résidu (-1) à l'équilibre est négatif (-0,382034) et significatif à 5% et est compris entre -1 et 0. Donc le modèle de court terme est validé.

#### ✓ Qualité de la régression

Le coefficient de régression  $R^2=0,986218$  montre que la qualité de la régression est bonne. Ce qui traduit que le PIB réel est expliqué à 98,62% par les variables explicatives du modèle. De plus, la probabilité de la statistique de Fischer est (0,000000) inférieure à 5%. Donc le modèle de court terme est globalement significatif.

#### ✓ Test de normalité : Test de Jarque Bera (1984)

Le test de normalité de Jarque Bera permet de savoir si les erreurs du modèle suivent une loi normale ou non. La valeur de la probabilité (prob=0,509012 annexe 1) attachée à la statistique de cette étude est supérieure à 5%. Alors les erreurs du modèle suivent une loi normale.

#### ✓ Test d'autocorrelation de Breusch-Godfrey

L'application du test de Breusch-Godfrey à l'ordre 2 nous donne une probabilité égale à 0,7329 > 5%, on conclut donc qu'il y a non autocorrélation des erreurs.

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

### ✓ Test d'hétéroscédasticité de White

Le test d'hétéroscédasticité est utile dans la mesure où il permet de détecter et de corriger l'hétéroscédasticité des erreurs. Ce test permet de savoir si la variance conditionnelle du terme d'erreur est une constance ou non.

Le résultat du test montre que la probabilité de la statistique de Fischer (0,5027) est supérieure à 5%. Les erreurs sont donc homoscedastiques.

### ✓ Test d'omission des variables de Ramsey

Le test d'omission de Ramsey permet de savoir si le modèle souffre d'omission de variables importantes. Le résultat du test révèle que la probabilité de la statistique de Fischer (0,1094) est supérieure à 5%. Le modèle de long terme ne souffre donc pas d'omission de variables importantes.

### ✓ Test de Stabilité des variables

La stabilité du modèle de court terme est testée à l'aide du test de CUSUM et CUSUM carré. Ce test montre que les courbes de stabilité de CUSUM et CUSUM carré ne coupent pas le corridor. Nous pouvons conclure respectivement que le modèle est structurellement et ponctuellement stable pour ces tests.

## **SECTION II : ANALYSE ECONOMIQUE DES RESULTATS ET VERIFICATION DES HYPOTHESES**

### **Paragraphe 1 : Analyse économique des résultats**

Les résultats observés au niveau des tests de validation du modèle permettent de faire des analyses.

A court terme les recettes fiscales n'explique pas significativement le PIB réel au Bénin tandis qu'à long terme il est significatif. Cette relation confirme l'effet positif prédit de la recette fiscale sur le Produit Intérieur Brut réel. Une augmentation de 1% de la recette fiscale entraîne une augmentation de 0,001% du PIB à court terme, alors qu'à long terme on observe une augmentation de 0,013% du PIB.

Quant à la taxe nette sur la production, il est significatif à court comme à long terme. Elle exerce sur le PIBr un impact négatif dans le court terme comme dans le long terme. Leurs élasticités sont égales à 0.007 à court terme et 0.002 à long terme. Ainsi une augmentation de

## **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

1% de la taxe nette sur la production induit une diminution de 0.007% à court terme et de 0.002% à long terme.

A court et à long terme l'investissement privé est significatif et d'élasticité respective (0,920) et (0,998) ce qui suppose qu'une augmentation de 1% de l'investissement privé entraîne une augmentation de 0,920% du PIB réel à court terme et de 0,998% à long terme.

Nous constatons qu'à long terme et qu'à court terme, la variable telle que l'investissement privé, a une influence très importante sur le PIB. Ceci s'explique par le fait que l'investissement privé est un facteur de croissance, tant pour l'école néoclassique que pour la théorie keynésienne. De plus, il est susceptible d'engendrer, conformément aux résultats récents des modèles de croissance endogène (Guellec et Ralle, 1997), des effets d'externalités. L'investissement d'une entreprise permet à cette dernière d'accroître non seulement sa propre production, mais aussi celle des autres entreprises, du fait des externalités technologiques qu'il engendre. Des études empiriques relatives aux économies africaines (Odjo et Oshikoya, 1995 ; Ghura et Hadjimichael, 1996), ont ainsi mis en évidence l'existence d'une relation positive entre l'investissement et la croissance du Produit Intérieur Brut par tête. L'investissement privé est donc une variable importante dans le processus de croissance et de développement d'une nation.

### **❖ Interprétation du coefficient à correction d'erreur**

On constate que le coefficient associé à la force de rappel est significativement négatif (-0,382034) au seuil de 5% (la probabilité associée est inférieure à 0,05). Il existe donc bien un mécanisme à correction d'erreur ; à long terme, les déséquilibres entre le niveau général de la recette fiscale, de la taxe nette sur la production, de l'investissement privé, et celui du PIB réel se compensent de telle sorte que les six séries ont des évolutions similaires.

On arrive à ajuster 38,20% du déséquilibre entre le niveau désiré et le niveau effectif du niveau général du PIB. Ainsi, les chocs sur le niveau général de la croissance économique au Bénin se déroberont après  $1/0,382034$  années soit 2 ans 7 mois 13 jours. En d'autres termes, il s'agit du délai d'ajustement, c'est-à-dire le temps nécessaire pour garantir un retour à l'équilibre.

### **Paragraphe 1 : Validation des hypothèses**

Au terme des résultats de nos estimations, il est impératif de vérifier les hypothèses que nous avons formulées au début de cette étude.

### **2.4. H Vérification des hypothèses**

Au terme des résultats de nos estimations, il est impératif de vérifier les hypothèses que nous avons formulées au début de cette étude

#### **Hypothèse 1**

Dans le but de mesurer l'effet de la taxe nette de production sur la croissance économique au Bénin, nous avons utilisé l'analyse économétrique où la variable de la taxe nette sur la production est corrélée négativement avec le PIB à long et à court terme de façon significatif d'où l'hypothèse 1 est infirmée

#### **Hypothèse 2**

Selon la deuxième hypothèse, la recette fiscale a eu un impact positif sur la croissance du PIB au Bénin. Les résultats des estimations révèlent aussi bien à court terme qu'à long terme l'augmentation de recette fiscale induit une augmentation de la croissance économique, d'où l'hypothèse 2 est aussi confirmée.

### **CONCLUSION**

La présente étude s'est intéressée à l'effet des recettes fiscales sur la croissance économique au Bénin. Elle s'est essentiellement appliquée à vérifier si la recette fiscale peut être considérée comme source de croissance du Produit Intérieur Brut en valeur réelle. Pour y parvenir, nous avons procédé à l'estimation économétrique d'un modèle économétrique dont le modèle de base qui a retenu notre attention est celui de COBB- DOUGLASS dont la spécification a été de linéariser le modèle en considérant la recette fiscale, la taxe nette sur la production et l'Investissement Public (IP) comme les variables explicatives et le PIB réel comme la production en utilisant les séries temporelles entre 1984 et 2014.

En premier lieu, nous avons procédé au test de diagnostic. L'ordre des variables a d'abord été déterminé, à l'aide des tests de Dickey-Fuller Augmenté(ADF) ; les résultats de ce test ont montré que toutes les variables sont stationnaires en différence première. Aussi est-il effectué l'étude de la présence de cointégration avec le test de stationnarité des résidus qui a permis d'écrire un modèle de long terme et un modèle de court terme.

Nous avons procédé en deuxième lieu au test de validation du modèle. Il s'agit des tests de significativité globale de Fischer, de la qualité de la régression, de Ramsey, d'autocorrelation de Breusch-Godfrey, d'hétéroscedasticité de White, de CUSUM et de CUSUM carré et de normalité de Jarque- Bera.

Les résultats de ces tests ont montré que le modèle est globalement significatif, la qualité de la régression est relativement bonne, que le modèle ne souffre d'omission de variables importantes, que les erreurs sont non corrélées, que les erreurs sont homoscedastiques, que le modèle témoigne d'une stabilité et que les erreurs suivent une loi normale. Il ressort de notre estimation que toutes les variables sont significatives dans le modèle de long terme et seule la recette fiscale n'est pas significative dans le modèle de court terme.

### **RECOMMANDATIONS**

Des analyses faites, les recommandations suivantes sont proposées :

- ✓ Elargir l'assiette fiscale par une réduction des exonérations sources d'évasion fiscale;
- ✓ Réduire les taux d'imposition, de manière raisonnable selon les normes internationales pour favoriser les investissements privés car l'imposition des entreprises ne devrait pas porter préjudice à la compétitivité de l'environnement des affaires ;
  - ✓ Créer des conditions incitatives permettant aux entreprises informelles d'être volontairement transparentes, y compris de s'enregistrer officiellement. Une stratégie pourrait être de leur permettre, de souscrire à une assurance ou de s'affilier à un régime de pension tout en appliquant de faibles taux d'imposition ;
  - ✓ Revoir le système de la collecte des impôts en renforçant de façon permanente l'effectif, la formation, le salaire et les équipements des agents collecteurs afin que les tâches qui leurs sont assignées soient effectuées avec le maximum d'efficacité ;
  - ✓ Réduire la corruption car la corruption le principal facteur incitatif de la fraude fiscale ;
  - ✓ Promouvoir la transparence et la responsabilité dans la gestion des deniers publiques ;
  - ✓ Mener une politique afin de stimuler les investissements.

# **L'Effet des Recettes Fiscales sur Croissance Economique au Bénin**

---

## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

Amour Abel Kpocheme (2005) « Incidence de la fiscalité sur la croissance économique au Bénin » Mémoire de maitrise (FASEG)

Attila Gbewopo (2007) « corruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement » thèse

Bourbonnais Régis « Econométrie » 6<sup>e</sup> édition dunod,

Da Matha Sant'anna Sêdjro (2001) : « Contribution de la fiscalité à l'accélération de la croissance économique au Bénin »

DGID (2014) « Aperçu sur le système fiscal béninoise »

DGID (2011) « le messenger des impôts » Journal

Diemer « économie générale, la croissance économique »

Matthieu Arseneau et al, (2012) « le dosage des impôts et la croissance économique »

Moussa DIA (2008) « dépenses publiques et croissance économique au Sénégal »

Moussa Sahirou Tchida(2005) « politique fiscale et informalités économique au Niger » mémoire DEA

Ouhnice Mélianaud Chanvoedou « fiscalité et développement au Bénin »

Pouya Ebrahimi, François Vaillancourt (2012) « l'impact du mix fiscal sur la croissance économique des provinces canadiennes, 1981-2010 »

Souleymane Dirra (2012) « chocs et mobilisation des recettes publiques dans les pays en développement » thèse

Randrianantenaina Onésime Valentin « prévision des recettes fiscales et analyse des résultats »

Sekou Nana et al (2005) « évolution et sources de la croissance économique au Cameroun »

Yaya Keho (2010) « détermination d'un taux de pression fiscale optimal en côte d'Ivoire »

# ANNEXES

## Annexe 1 : Résultats d'estimation

### ❖ Test de stationnarité à niveau

LPIB

Exogenous: Constant, Linear Trend  
LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.631144	0.2702
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
Dependent Variable: D(LPIB)  
Method: Least Squares  
Date: 04/16/15 Time: 19:51  
Sample (adjusted): 1985 2014  
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.325776	0.123815	-2.631144	0.0139
C	6.705265	2.553617	2.625792	0.0141
@TREND(1984)	0.022684	0.007526	3.014017	0.0056
R-squared	0.257785	Meandependent var		0.051732
Adjusted R-squared	0.202806	S.D. dependent var		0.140505
S.E. of regression	0.125451	Akaike info criterion		-1.219159
Sumsquaredresid	0.424927	Schwarz criterion		-1.079039
Log likelihood	21.28738	Hannan-Quinn criter.		-1.174333
F-statistic	4.688793	Durbin-Watson stat		2.296497
Prob(F-statistic)	0.017871			

LRF

NullHypothesis: LRF has a unit root  
Exogenous: None  
LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	1.618151	0.9713
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LRF)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/16/15 Time: 19:54  
 Sample (adjusted): 1985 2014  
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LRF(-1)	0.003818	0.002359	1.618151	0.1165
R-squared	-0.003926	Meandependent var		0.099729
Adjusted R-squared	-0.003926	S.D. dependent var		0.329840
S.E. of regression	0.330487	Akaike info criterion		0.656268
Sumsquaredresid	3.167435	Schwarz criterion		0.702975
Log likelihood	-8.844025	Hannan-Quinn criter.		0.671210
Durbin-Watson stat	2.082495			

LTNP

NullHypothesis: LTNP has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.167804	0.0612
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LTNP)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/16/15 Time: 19:55  
 Sample (adjusted): 1985 2014  
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTNP(-1)	-0.565484	0.109424	-5.167804	0.0000
C	13.05566	2.569089	5.081825	0.5820
@TREND(1984)	0.053570	0.009713	5.515231	0.0859
R-squared	0.546348	Meandependent var		0.023283
Adjusted R-squared	0.512744	S.D. dependent var		0.421613
S.E. of regression	0.294302	Akaike info criterion		0.486216
Sumsquaredresid	2.338563	Schwarz criterion		0.626336
Log likelihood	-4.293244	Hannan-Quinn criter.		0.531042
F-statistic	16.25851	Durbin-Watson stat		0.780974
Prob(F-statistic)	0.000023			

## LIP

NullHypothesis: LIP has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.578271	0.2919
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LIP)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/16/15 Time: 19:56  
 Sample (adjusted): 1985 2014  
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIP(-1)	-0.316528	0.122768	-2.578271	0.0157
C	6.558587	2.552295	2.569682	0.0160
@TREND(1984)	0.021912	0.007338	2.986252	0.0059
R-squared	0.252018	Meandependent var		0.049491
Adjusted R-squared	0.196612	S.D. dependant var		0.152802
S.E. of regression	0.136959	Akaike info criterion		-1.043625
Sumsquaredresid	0.506462	Schwarz criterion		-0.903506
Log likelihood	18.65438	Hannan-Quinn criter.		-0.998800
F-statistic	4.548572	Durbin-Watson stat		2.276705
Prob(F-statistic)	0.019839			

### ❖ Test de stationnarité en différence première

## LPIB

NullHypothesis: D(LPIB) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-6.548801	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LPIB,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/16/15 Time: 19:52

Sample (adjusted): 1986 2014  
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-1.212774	0.185190	-6.548801	0.0000
C	0.067825	0.027785	2.441080	0.0215
R-squared	0.613661	Meandependent var		0.002891
Adjusted R-squared	0.599352	S.D. dependent var		0.220823
S.E. of regression	0.139774	Akaike info criterion		-1.031108
Sumsquaredresid	0.527493	Schwarz criterion		-0.936811
Log likelihood	16.95106	Hannan-Quinn criter.		-1.001575
F-statistic	42.88679	Durbin-Watson stat		2.001755
Prob(F-statistic)	0.000001			

### LRF

NullHypothesis: D(LRF) has a unit root  
 Exogenous: None  
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-6.298330	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LRF,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/16/15 Time: 19:54  
 Sample (adjusted): 1986 2014  
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LRF(-1))	-1.055934	0.167653	-6.298330	0.0000
R-squared	0.584605	Meandependent var		-0.029683
Adjusted R-squared	0.584605	S.D. dependent var		0.483393
S.E. of regression	0.311552	Akaike info criterion		0.539374
Sumsquaredresid	2.717813	Schwarz criterion		0.586522
Log likelihood	-6.820928	Hannan-Quinn criter.		0.554141
Durbin-Watson stat	2.005919			

### LTNP

NullHypothesis: D(LTNP) has a unit root  
 Exogenous: Constant  
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-11.49630	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LTNP,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/18/15 Time: 16:50  
 Sample (adjusted): 1986 2014  
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTNP(-1))	-0.964779	0.083921	-11.49630	0.0000
C	0.091767	0.035411	2.591448	0.0152
R-squared	0.830365	Meandependent var		0.071450
Adjusted R-squared	0.824082	S.D. dependent var		0.454095
S.E. of regression	0.190459	Akaike info criterion		-0.412286
Sumsquaredresid	0.979416	Schwarz criterion		-0.317990
Log likelihood	7.978148	Hannan-Quinn criter.		-0.382754
F-statistic	132.1648	Durbin-Watson stat		1.330909
Prob(F-statistic)	0.000000			

LIP

NullHypothesis: D(LIP) has a unit root  
 Exogenous: None  
 LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-5.618634	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LIP,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/16/15 Time: 19:57  
 Sample (adjusted): 1986 2014  
 Included observations: 29 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIP(-1))	-1.059255	0.188525	-5.618634	0.0000

R-squared	0.529951	Meandependent var	0.000859
Adjusted R-squared	0.529951	S.D. dependent var	0.238222
S.E. of regression	0.163326	Akaike info criterion	-0.752268
Sumsquaredresid	0.746907	Schwarz criterion	-0.705120
Log likelihood	11.90789	Hannan-Quinn criter.	-0.737502
Durbin-Watson stat	1.979455		

### ❖ Estimation du modèle de long terme

Dependent Variable: LPIB  
Method: Least Squares  
Date: 04/16/15 Time: 20:02  
Sample: 1984 2014  
Included observations: 31

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LRF	0.013104	0.013980	2.937345	0.0369
LTNP	-0.002960	0.015386	2.192394	0.0489
LIP	0.998379	0.026456	37.73742	0.0000
C	-0.507180	0.250575	-1.924060	0.0530

R-squared	0.997030	Meandependent var	21.53878
Adjusted R-squared	0.996700	S.D. dependent var	0.562774
S.E. of regression	0.032327	Akaike info criterion	-3.905909
Sumsquaredresid	0.028216	Schwarz criterion	-3.720879
Log likelihood	64.54159	Hannan-Quinn criter.	-3.845594
F-statistic	3021.649	Durbin-Watson stat	0.737890
Prob(F-statistic)	0.000000		

### ❖ Test de validation du modèle de long terme

#### ✓ Test de corrélation des séries

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.170995	Prob. F(2,23)	0.8439
Obs*R-squared	0.454191	Prob. Chi-Square(2)	0.7968

#### ✓ Test d'hétéroscasticité

Heteroskedasticity Test: White

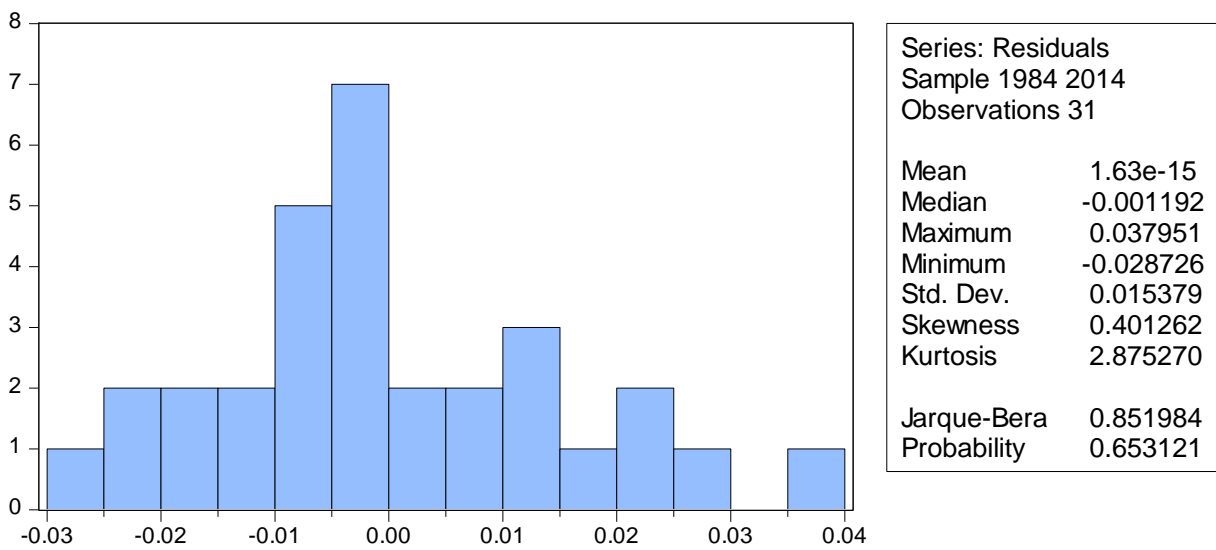
F-statistic	0.361993	Prob. F(16,14)	0.9728
Obs*R-squared	9.071830	Prob. Chi-Square(16)	0.9104
Scaledexplained SS	5.532041	Prob. Chi-Square(16)	0.9924

✓ **Test de ramsey**

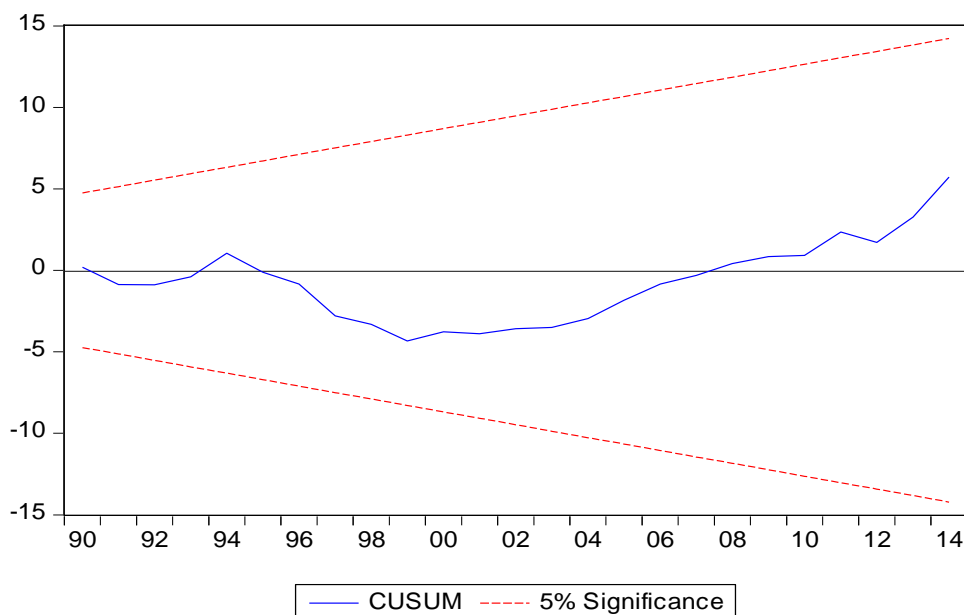
Ramsey RESET Test  
 Equation: UNTITLED  
 Specification: LPIBR LIP LIG LSDE LPOP LDO C  
 Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	1.282353	24	0.2120
F-statistic	1.644430	(1, 24)	0.2120
Likelihood ratio	2.054449	1	0.1518

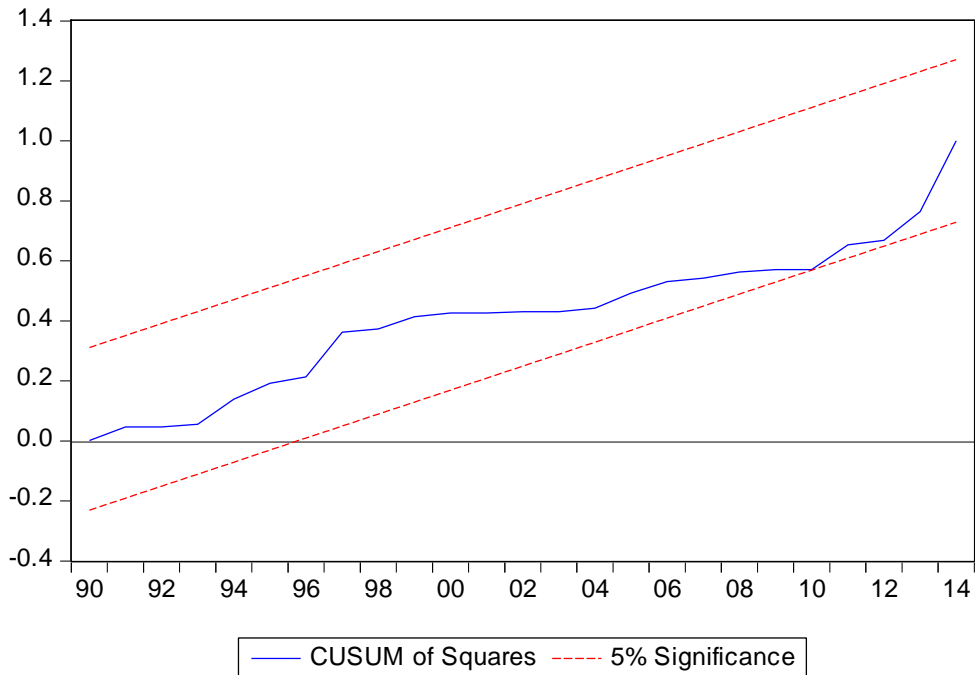
✓ **Test de normalité des erreurs**



✓ **Test de cusum**



✓ **Test de cusum carré**



❖ **Test de stationnarité du résidu en niveau**

NullHypothesis: RESID01 has a unit root

Exogenous: None

LagLength: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
AugmentedDickey-Fuller test statistic	-2.840259	0.0061
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

AugmentedDickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(RESID01)

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 16:53

Sample (adjusted): 1985 2014

Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RESID01(-1)	-0.402502	0.141713	-2.840259	0.0082
R-squared	0.216626	Meandependent var		0.000945
Adjusted R-squared	0.216626	S.D. dependent var		0.026777
S.E. of regression	0.023700	Akaike info criterion		-4.613911
Sumsquaredresid	0.016289	Schwarz criterion		-4.567204
Log likelihood	70.20866	Hannan-Quinn criter.		-4.598969
Durbin-Watson stat	1.835686			

## ❖ Estimation du modèle de court terme

Dependent Variable: DLPIB  
 Method: Least Squares  
 Date: 04/18/15 Time: 16:58  
 Sample (adjusted): 1985 2014  
 Included observations: 30 afteradjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLRF	0.001784	0.011215	-0.159076	0.8749
DLIP	0.920186	0.025725	35.76996	0.0000
DLTNP	-0.007213	1.991413	3.517409	0.0017
RESID01(-1)	-0.382034	0.122784	-3.111435	0.0046
C	0.004281	0.003571	1.198782	0.2419
R-squared	0.986218	Meandependent var		0.051732
Adjusted R-squared	0.984013	S.D. dependent var		0.140505
S.E. of regression	0.017765	Akaike info criterion		-5.072121
Sumsquaredresid	0.007890	Schwarz criterion		-4.838588
Log likelihood	81.08182	Hannan-Quinn criter.		-4.997412
F-statistic	447.2489	Durbin-Watson stat		2.138664
Prob(F-statistic)	0.000000			

## ❖ Test de validation du modèle de court terme

### ✓ Test de corrélation des séries

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.315037	Prob. F(2,23)	0.7329
Obs*R-squared	0.799921	Prob. Chi-Square(2)	0.6703

### ✓ Test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.993147	Prob. F(14,15)	0.5027
Obs*R-squared	14.43125	Prob. Chi-Square(14)	0.4181
Scaledexplained SS	7.515495	Prob. Chi-Square(14)	0.9130

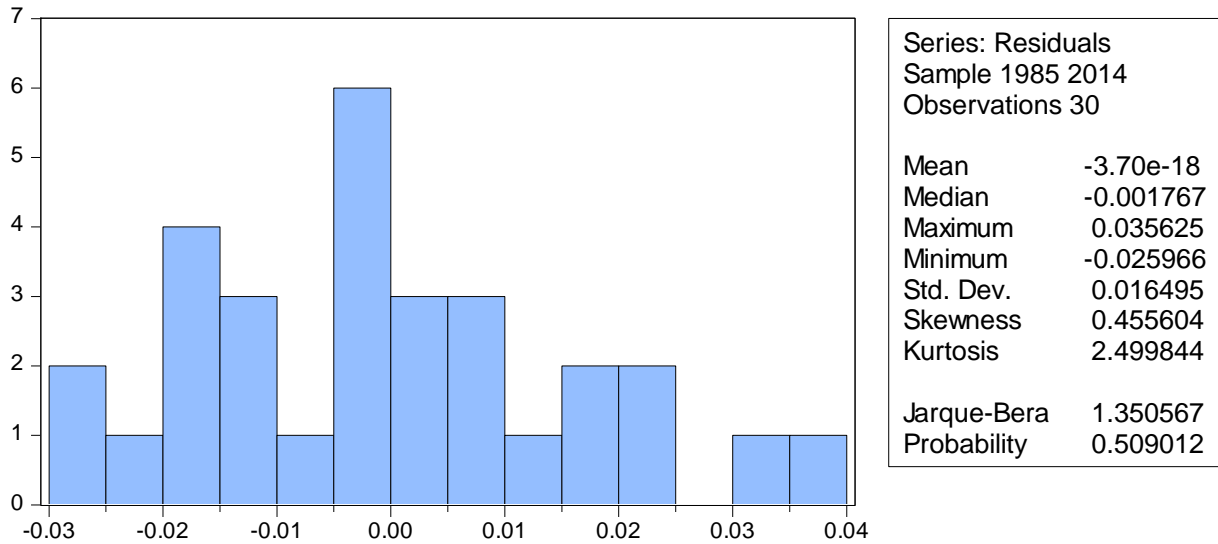
### ✓ Test de ramsey

Ramsey RESET Test  
 Equation: UNTITLED  
 Specification: DLPIB DLRF DLIP DLTNP RESID01(-1) C  
 Omitted Variables: Squares of fitted values

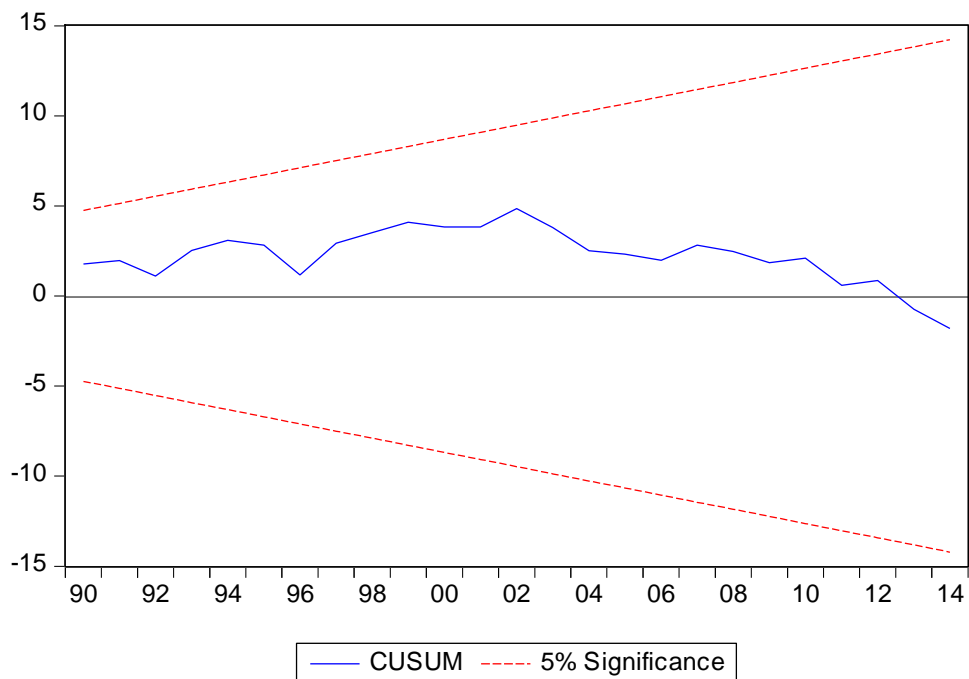
	Value	df	Probability
t-statistic	1.662592	24	0.1094

F-statistic	2.764212	(1, 24)	0.1094
Likelihood ratio	3.270354	1	0.0705

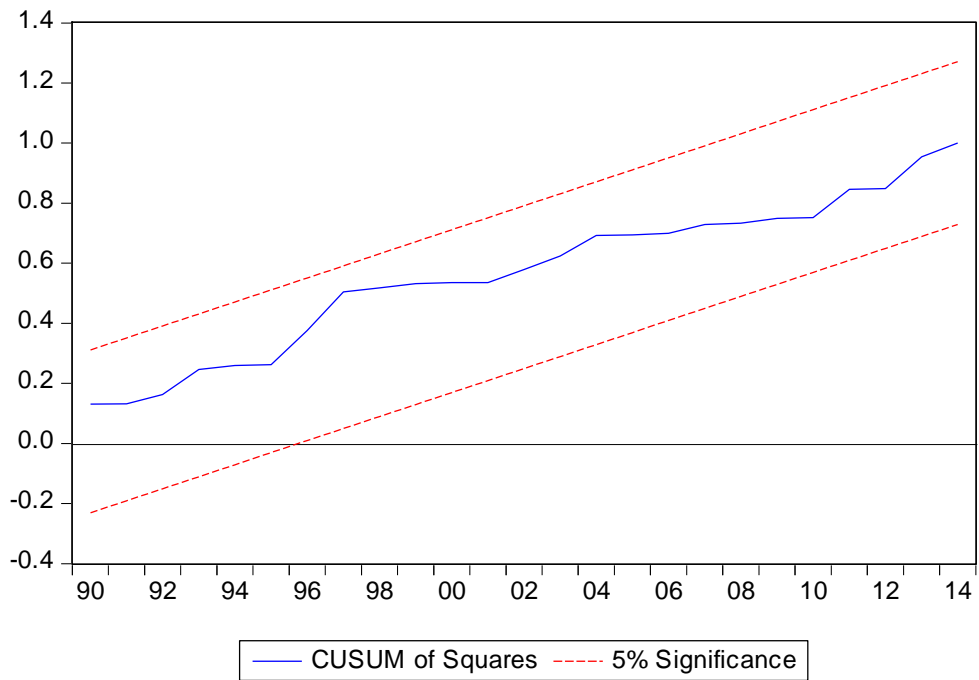
✓ **Test de normalité des erreurs**



✓ **Test de cusum**



❖ Test de cusum carré



## Annexe 2: Données de l'étude

Année	PIB	IP	RF	TNP
1984	1405115857	1707294366	29800000000	97029000000
1985	1291127040	1653008919	69816000000	13339885568
1986	1267725655	1550621978	68424000000	15889930240
1987	1095336784	1290453874	1,15715E+11	15890264064
1988	1051126009	1170455645	1,32321E+11	18200088576
1989	1045719663	1181621195	1,3149E+11	22260103168
1990	1336124851	1549097485	1,50927E+11	32699832320
1991	1562394310	1807425844	1,40541E+11	41099874304
1992	1620236362	1916405031	1,3673E+11	31599902720
1993	1502286360	1672187577	1,44045E+11	27600052224
1994	1845041494	2067160949	1,0091E+11	38332026880
1995	1877810375	2113465739	1,12427E+11	40046006272
1996	1624296267	1847213138	78156700000	38789988352
1997	2106272068	2406226154	75197600000	27469412352
1998	1496845630	1642916689	55659100000	18044000256
1999	2009226254	2268315543	1,1771E+11	20838023168
2000	2208067090	2511324888	1,22382E+11	25572999168
2001	2156753028	2432765176	93237500000	27043102720
2002	2334564287	2577561996	94699200000	33718206464
2003	2387363924	2690229409	99912440000	42074701824
2004	2254838685	2546560371	1,3461E+11	60653764608
2005	2371785987	2673270217	79787800000	67274735616
2006	2807357351	3198754645	1,11852E+11	83231997952
2007	3557983482	4014969030	1,97363E+11	94500003840
2008	4047438049	4563069011	2,13225E+11	1,108E+11
2009	4287463884	4829676871	2,79507E+11	1,268E+11
2010	4734839067	5271854501	2,55069E+11	1,378E+11
2011	5546177809	6396017251	2,31973E+11	1,483E+11
2012	6682744914	7592059132	4,42261E+11	1,626E+11
2013	6638062120	7591499960	5,99334E+11	1,787E+11
2014	6633055846	7535581099	5,93701E+11	1,951E+11

## **TABLE DES MATIERES**

<b>AVERTISSEMENT</b> .....	<b>i</b>
<b>DEDICACE I</b> .....	<b>ii</b>
<b>DEDICACE II</b> .....	<b>iii</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>iv</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>v</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>vii</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	<b>viii</b>
<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>ix</b>
<b>RESUME</b> .....	<b>x</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL DE STAGE.</b> .....	<b>3</b>
<b>SECTION 1 : HISTORIQUE DE LA DGTCP</b> .....	<b>3</b>
<b>1.Missions de la DGTCP</b> .....	<b>3</b>
<b>SECTION 2 : DIFFICULTES RENCONTREES</b> .....	<b>7</b>
<b>CHAPITRE II: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE</b> .....	<b>8</b>
<b>SECTION I : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE</b> .....	<b>8</b>
<b>Paragraphe 1 : Problématique, Objectifs et hypothèses de recherche</b> .....	<b>8</b>
<b>1.1.Problématique</b> .....	<b>8</b>
<b>1.2.Objectifs et Hypothèses de recherche</b> .....	<b>9</b>
<b>1.2.1.Objectifs</b> .....	<b>9</b>
<b>1.2.2.Hypothèses</b> .....	<b>10</b>
<b>Paragraphe 2 : la revue de littérature</b> .....	<b>10</b>
<b>2.1. Clarification conceptuelle</b> .....	<b>10</b>
<b>2.1.1. Les recettes fiscales</b> .....	<b>10</b>
<b>2.1.2. Notion de croissance</b> .....	<b>10</b>
<b>2.2. Revue théorique et empirique</b> .....	<b>11</b>

2.2.1. Revue théorique-----	11
2.2.2. Revue empirique-----	13
<b>SECTION II: CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE-----</b>	<b>16</b>
<b>Paragraphe 1 : Méthodes d'analyse -----</b>	<b>16</b>
1.1.Modèle conceptuel -----	16
1.2.Procédure d'estimation -----	17
<b>Paragraphe 2 : Nature et sources des données-----</b>	<b>21</b>
<b>CHAPITRE III : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS ET VALIDATION DES HYPOTHESE -----</b>	<b>22</b>
<b>SECTION I : PRESENTATION DES RESULTATS -----</b>	<b>22</b>
<b>Paragraphe 1 : Résultats de l'analyse descriptive-----</b>	<b>22</b>
<b>Paragraphe 2 : Résultats de l'analyse économétrique -----</b>	<b>23</b>
2.1. Synthèse des résultats du test de stationnarité des séries -----	23
2.2. Présentation des résultats du test de cointégration des variables -----	25
2.2.1. Estimation du modèle de long terme et du modèle à correction d'erreur et résultats des tests réalisés-----	25
<b>Paragraphe 1 : Analyse économique des résultats-----</b>	<b>29</b>
<b>Paragraphe 1 : Validation des hypothèses -----</b>	<b>30</b>
2.4. Vérification des hypothèses -----	31
<b>CONCLUSION -----</b>	<b>32</b>
<b>RECOMMANDATIONS -----</b>	<b>33</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES-----</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXES -----</b>	<b>A</b>
<b>TABLE DES MATIERES -----</b>	<b>N</b>